

<http://divergences.be/spip.php?article4096>



Le groupe UNIR 5Â° Auguste Havez, suite...

- Un Caillou dans l'Histoire - UNIR ! -

Date de mise en ligne : samedi 14 juin 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Sommaire

- [Cette photographie a été prise à la prison de Blois](#)
- [La biographie d'Auguste Havez](#)
- [Sa biographie dans le Maitron](#)
- [Le Maitron](#)

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH259/prison-de-blois-web.jpg-eaf9f.webp]

Prison de Blois Hiver 1943-1944

Cette photographie a été prise à la prison de Blois

pendant l'hiver 1943-1944, avec un appareil entré clandestinement par un gardien.
Auguste Havez est au troisième rang, le troisième à partir de la gauche.

Je l'ai trouvée dans le livre de Lise London, *la mégère de la rue Daguerre*.
C'est un excellent bouquin, qui fait suite à *Le printemps des camarades*
Ils sont parus en 1995 et 96 au Seuil – Mémoire

De gauche à droite : Premier rang : Louis Frébault [1], Marcel Paul [2], Henry Duvernois, [3]

Deuxième rang : Émile Valley [4], Jean Lolive [5], Marcel Zelner. Troisième rang : Marius Defruit, Émile Pasquier [6], Auguste Havez, Gaston Garnier [7], Gérard (Arthur) London et Frédéric Ricol [8].
Émile Valley fut, après la guerre, le fondateur et secrétaire de l'amicale des anciens déportés de Mauthausen. Arthur London, (que mon père et tous ses camarades appelait Gérard) est l'auteur de *l'Aveu* et le mari de Lise. Frédéric Ricol est le frère de Lise London...

Caillou, le 30 décembre 2011

La biographie d'Auguste Havez

dans *Histoire intérieure du Parti Communiste* de Philippe Robrieux.

Havez, Auguste Alexandre

Né le 4 avril 1897 à Carvin, dans le Pas-de-Calais.

Décédé le 12 février 1959 à Perpignan.

On se reportera au portrait itinéraire qui figure dans le t. II, pp. 148-149, pour voir comment ce fils de domestique, militant de la première heure, adhérant au Parti aussitôt après Tours, devint, à son retour de déportation, le secrétaire administratif du Comité central, dont il fut fait membre suppléant seulement lors du congrès de juin 1947.

Marié en 1921 à Calonne-Ricourt (Pas-de-Calais) avec la fille d'un mineur, il y était devenu secrétaire de mairie. Il milite alors aux côtés de Dubus, délégué mineur à la fosse voisine d'Allouagne, secrétaire fédéral du Parti dans le Pas-de-Calais et oncle de cette Aurore qui épouse un certain Thorez, son successeur à la tête de la fédération en 1923. Trésorier départemental de l'A.R.A.C, Havez est encore secrétaire de mairie en 1924. Appelé à Paris par Maurice Thorez en septembre 1926, ce jeune permanent, pur produit de la bolchevisation à la Zinoviev, fut élu conseiller municipal d'Ivry en 1929. Il était en réalité responsable technique d'un appareil clandestin en plein développement, peut être depuis 1927. Témoin à charge dans l'affaire Barbé-Célor, il séjourne longuement à Moscou où il est élève de l'École « Léniniste ». Un temps en Bretagne, il revient à Paris en 1936 pour être affecté au groupe parlementaire communiste comme secrétaire administratif. Un de deux qui avaient commencé la Résistance fin 1940, arrêté en 1942, déporté à Mauthausen, après avoir transité par Clairvaux où il fit la connaissance de Pierre Daix, il devient et demeure plusieurs années après la fin de la guerre, secrétaire administratif du Comité central. Ayant appris en 1940 que des dirigeants pouvaient se fourvoyer, Havez était de ces militants responsables qui persistaient à croire que le mouvement, lui, ne pouvait pas se tromper. Aussi est ce très logiquement qu'il déclara qu'il « ne comprenait pas », lorsqu'on lui donna la parole au cours de la séance dramatique de la commission politique du Congrès d'Avril 1950 après que le retrait du Comité central de 27 anciens résistants, dont il était (comme suppléant depuis 1947), eut été proposé par la direction.

Par la suite, devenu épicier, il milite dans sa section de Vitry ; mais, n'ayant jamais accepté son élimination du Comité central, son attitude lui vaudra d'être exclus ou écarté du Parti. Ayant rejoint Lecœur à la Nation socialiste, il y donne des chroniques ; il y publie notamment, dans le NÂ°9 de juin 1958, une intéressante correspondance avec la direction du P.C.F. En mauvaise santé, il devait décéder peu après.

...

Sa biographie dans le Maitron

Suite à mes recherches, l'équipe du Maitron, le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social, m'a communiqué une biographie complète.

HAVEZ Auguste, Alexandre

Né le 4 avril 1897 à Carvin (Pas-de-Calais), mort le 11 février 1959 à Perpignan (Pyrénées-Orientales) ; employé de mairie ; dirigeant communiste du Pas-de-Calais, de la Seine (Ivry, Vitry) et de Bretagne ; de 1928 à 1931 responsable de l'appareil clandestin de liaison ; élève de l'École léniniste internationale à Moscou (1930-1931) ; participe activement à l'élimination du « groupe Barbé-Celor » ; membre suppléant du comité central de 1947 à 1950 ; secrétaire administratif du PCF de 1945 à 1947 ; exclu du Parti communiste en 1957 et qu'il adhéra peu après au Mouvement communiste démocratique et national d'Auguste Lecœur.

Fils d'un mineur de Calonne-Ricouard (Pas-de-Calais), Auguste Havez, qui avait été secrétaire de mairie dans cette localité, adhéra au Parti communiste après le congrès de Tours (décembre 1920). Ses frères, l'aîné Albert Havez*, et le cadet Serge Havez*, militèrent également. Auguste Havez était, en 1924, trésorier de la Fédération du Pas-de-Calais de l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC) â€” voir Louis Garrez*. Très lié à Maurice Thorez, dont il aurait encouragé la promotion politique, il fut appelé par celui-ci dans la région parisienne en septembre 1926. Il s'était marié en 1921 à Calonne, avec Eva Bertiaux, fille de mineur (voir la biographie de son père, Isaïe Bertiaux*), née le 2 février 1902, dont il eut trois enfants. Le couple habita Ivry-sur-Seine, 3, rue du Bocage puis à partir de janvier 1928, place Philibert-Pompée, dans une cité de HBM dont le gardien était Venise Gosnat*. Son épouse obtint du travail au dispensaire d'Alfortville et y fit toute sa carrière.

Georges Marrane*, maire d'Ivry, l'embaucha au service d'état civil de la mairie, le nomma régisseur du service des soupes populaires de la commune (21 janvier 1927), et en fit un des animateurs du 4e rayon communiste de la Région parisienne. Il était, en 1927, rédacteur administrateur de l'édition de la banlieue sud du journal communiste L'Aube sociale. Auguste Havez jouait un rôle non négligeable dans la vie associative locale comme militant de la section ARAC et, depuis mars 1928, comme président de l'Union fraternelle des HBM de la place Philibert-Pompée d'Ivry. Il fut directeur du patronage laïc du 19 juin 1928 au 6 juillet 1929. Selon le témoignage de son épouse, qui n'était pas membre du Parti communiste, son activité devint intense à partir de 1927. Il ne revenait qu'épisodiquement à son domicile où il « planquait » parfois des militants clandestins ; ainsi Maurice Thorez séjourna, en 1928, une quinzaine de jours dans son appartement.

La préfecture de Police de la Seine le présente comme élu au Comité central du Parti communiste au congrès de Saint-Denis (mars-avril 1929), information qui n'est confirmée par aucune des autres sources. Cependant, plusieurs témoins et historiens lui attribuent, pour la période 1928 à 1931, la fonction de responsable de l'appareil clandestin de liaison. Il aurait en particulier été un des organisateurs de la réunion du Comité central clandestin à Achères (Seine-et-Oise) le 9 juin 1929, qui fut découverte par la police.

Mais ses fonctions ne se limitaient pas à ce travail puisqu'en décembre 1928, le Bureau politique l'avait chargé des affaires municipales. En fait, il faut remarquer que, sans être encore conseiller, Havez participait au travail des commissions municipales d'Ivry et collaborait étroitement avec Henri Birot, maire adjoint. Un

rapport de ce dernier (sans date mais postérieur aux élections de mai 1929) permet de mieux comprendre les responsabilités réelles d'Havez : « ... le camarade Havez avec lequel j'ai longtemps travaillé à l'établissement d'un programme municipal répondant aux besoins du Parti [...] Havez, en effet, comme moi, considérons la nécessité d'une bonne organisation pouvant permettre au Parti de tirer de notre gestion tout le profit moral et matériel possible. Nous étions d'accord, au moment où le Parti lança son mot d'ordre de lutte classe contre classe, pour combattre l'état de confusionisme que je mentionnais plus haut, et imposer des tactiques sans compromissions tant contre les adversaires locaux que contre les pouvoirs publics [...] Avec Havez encore, nous avons mis sur pied un projet embryonnaire de centralisation des achats et d'organisation d'un magasinage central permettant de procurer au Parti les moyens financiers et matériels dont il pouvait avoir besoin. [...] Havez, quand il était encore à la mairie d'Ivry chargé du secrétariat particulier, était partisan de la mise en tutelle complète des différents chefs de service, notamment du secrétariat général. Il était contre l'abus des commissions municipales. Il était pour une centralisation intensive des tarifs municipaux. [...] Je me permets de dire qu'Havez demandait moins aux autres communes. Il est vrai et j'ai des mots de lui qu'il déclarait devoir se servir d'Ivry comme champ d'expérience. » (Arch. Com. Ivry).

Depuis mai 1929, Auguste Havez travaillait au siège du Parti communiste, 120, rue La Fayette, à la Société de recherches documentaires et d'informations municipales dont il devint, en juin 1929, secrétaire général (en remplacement de « Combier, exclu du Parti communiste » dit un rapport de police, il s'agit peut-être de Cambier Catulle, dit Victor Cat*). N'étant plus employé municipal, il put se faire élire conseiller au scrutin de mai 1929 (28e sur 32).

Comme pour la plupart des dirigeants communistes, les années 1929 et 1930 furent placées sous le signe des procès et des condamnations. La justice lança contre lui un mandat d'arrêt en juillet 1929 pour « complot contre la sûreté de l'État » et le fit emprisonner à la Santé. Le 29 octobre de la même année, il comparut devant la 12e Chambre correctionnelle pour diffamation dans un article de l'Aube sociale qui relatait un conflit entre des infirmières communistes et l'administration de l'Assistance publique ; l'affaire fut définitivement jugée le 13 décembre 1930 et Havez fut condamné à 200 F d'amende et 500 F de dommages-intérêts. Il était en liberté provisoire depuis le 29 mai 1930.

Quelques mois plus tard, Auguste Havez partit à Moscou suivre les cours de l'École léniniste internationale. Son séjour dura un an et demi. Il était de retour en juillet 1931, puisqu'il fut chargé d'aller chercher Henri Barbé* sur son lieu de vacances pour le convoquer à une réunion exceptionnelle du Bureau politique. Selon Henri Barbé, il lui aurait déclaré dans le train : « Depuis quelques jours, Manouilski est à Paris : il a eu de longues conversations sans témoin avec Thorez, Marty et Raymond Guyot*. On parle de grands changements dans la direction du Parti pour mettre fin au travail fractionnel des jeunes. » La réunion du BP fut en effet consacrée à la mise en accusation du « groupe Barbé-Celor ». Auguste Havez participa activement à l'élimination du « groupe ». Sa présence est signalée à Moscou, en octobre 1931, au Praesidium de l'exécutif de l'Internationale où fut étudiée la mise à l'écart de Henri Barbé et de Pierre Celor*.

En mars 1932, toujours à Moscou, il fut le seul Français à participer au procès de Henri Barbé et de Pierre Celor. Bien que les souvenirs de Henri Barbé n'en fassent pas état, Auguste Havez accusa vraisemblablement Pierre Celor de liens avec la police. Ses activités durant le reste de l'année 1932 sont mal connues. Selon son épouse, il travaillait au service social de Vitry lorsqu'il se sépara d'elle en septembre 1932. Les Cahiers du bolchevisme du 1er novembre 1933 publièrent un article sur « Le problème du renforcement idéologique du Parti », où il demandait l'élaboration d'un « véritable manuel » donnant « réponse à presque toutes les questions qui ont trait au mouvement ouvrier ».

À cours de l'année 1933, le bureau politique le chargea de suivre la Région communiste de Bretagne. Il s'installa sur place et fut secrétaire de l'Union régionale des syndicats unitaires de Bretagne, puis, à la réunification de la fin de l'année 1935, secrétaire adjoint de l'Union départementale CGT du Finistère. C'est

lui qui créa en 1935 le journal La Bretagne ouvrière, paysanne et maritime. En août de la même année, sa nouvelle compagne, Yvonne (originaire de Vitry) et lui-même furent inculpés d'incitation de militaires à la désobéissance, à l'occasion de la grève des ouvriers de l'arsenal de Brest contre les décrets Laval. Il avait appelé les soldats du 137^e RI casernés à Quimper et envoyés à Brest, à fraterniser avec les travailleurs de Brest. Il acquit dans les milieux ouvriers locaux un prestige considérable.

Auguste Havez revint à Vitry-sur-Seine (42, rue Germain-Defresne) au début de l'année 1936. Au lendemain des élections législatives d'avril-mai, le Parti communiste lui confia la fonction de secrétaire du Groupe parlementaire communiste à la Chambre des députés. À ce titre, il fit en septembre 1936 la déclaration de gérance des journaux Le Courrier parlementaire et Le Correspondant parlementaire. Il aurait également été chargé des questions électorales à la section d'organisation et serait resté un des responsables des régions communistes de l'Ouest.

L'attitude d'Auguste Havez à l'automne 1939 est connue par un rapport de 1957 publié pour la première fois par Auguste Lecœur, ancien secrétaire à l'organisation du PCF, dans La Nation socialiste, n^{Â°} 4, de janvier 1958 : « Fin septembre â€œ écrit Havez â€œ n'ayant pas trouvé trace de la direction, je suis parti « sans rien dans les mains », sans un seul indice autre que ceux que je possédais personnellement et ma volonté. Je suis parti à travers le pays et y ai constitué trente-quatre directions départementales. « Après cela je m'en fus organiser et diriger un secteur de l'Ouest comprenant dix départements. « Dès la première quinzaine de juin 1940 et devant l'avance allemande, j'allai dans mes dix départements pour dire aux camarades qu'il ne fallait pas fuir, qu'il fallait rester avec la population et se préparer à frapper les Allemands. Les 16 et 17 juin j'étais à Brest et donnais comme mot d'ordre de ne rien laisser debout à l'Arsenal si les Allemands arrivaient [...] Le 22 juin, je rédigeai un tract à l'usage des Fédérations dont j'avais la responsabilité. Bien entendu c'était orienté à fond contre l'occupant hitlérien, contre le fascisme et ses complices en France. La conclusion était : « Pas de répit avant d'avoir bouté les forces hitlériennes de notre pays ». « Fin juillet, alors que je m'apprêtais à quitter Nantes où j'avais discuté avec Marcel Paul* et Robert Ballanger*, je fus averti qu'un envoyé de la Direction porteur d'instructions cherchait à prendre contact ». Les instructions étaient si opposées à l'orientation imaginée par Auguste Havez qu'il le prit pour un provocateur. Il fallut un voyage à Ivry puis un contact, au Mans, avec Lucienne Chaussinaud, agent de liaison de la direction clandestine du PCF pour qu'il comprenne la réalité des directives de travail légal orienté uniquement contre le gouvernement de Vichy. « Je passai la nuit â€œ écrit Auguste Havez â€œ à faire un rapport en justifiant ma position. La conclusion de mon rapport était la suivante : « Que Maurice me pardonne mais s'il doit prendre le pouvoir dans ces conditions, ce ne peut être que comme gauleiter ». Cette résistance à la ligne du PCF est confirmée par les conversations qu'il eut avec Pierre Daix à la prison de Clairvaux après mars 1943 (J'ai cru au matin, op. cit.). D'ailleurs, vers la fin de l'année 1940, Venise Gosnat* le remplaça dans l'Ouest et Auguste Havez entra au triangle de direction national du Secours populaire en 1941. Selon le témoignage de Marcelle Hertzog-Cachin, son père, Marcel Cachin*, libéré au début du mois d'octobre 1941, se reposa quelque temps à Suresnes où il reçut la visite d'Auguste Havez, représentant du Parti communiste clandestin. Il aurait, tacitement, donné son approbation au contenu d'un texte que Cachin s'était engagé à remettre aux autorités allemandes. Notons cependant qu'il ne fit aucune allusion à cet épisode dans son rapport établi pour Auguste Lecœur en 1957 et qu'il n'en parla jamais à celui-ci.

La police l'arrêta le 30 mars (ou le 26 mars selon A. Gillot) 1942, chez une amie, Madame Gomet, 100, avenue de Saint-Mandé à Paris (XII^e arr.). Il utilisait la fausse identité d'Arsène Pocheton, né le 30 octobre 1889 à Lavardin (Sarthe). Un tribunal le condamna le 24 mars 1943 à trois ans de prison et 1 200 F d'amende. Après avoir séjourné à la prison de Clairvaux puis à celle de Blois (septembre 1943 à février 1944), il fut transféré à Compiègne pour être déporté en Allemagne à Mauthausen, Melk et Ebensee d'où il fut libéré le 14 mai 1945. Auguste Havez avait contribué à l'organisation de la résistance dans les camps. Son attitude pendant l'Occupation lui valut d'être décoré de la Légion d'honneur.

Le premier congrès communiste tenu après la Libération (Xe congrès, juin 1945) ne l'élut ni au Comité central, ni dans les diverses commissions si l'on s'en tient aux listes publiées par l'Humanité des dimanche 1er et lundi 2 juillet 1945. Cependant, Pierre Daix affirme avoir été convoqué par lui, en septembre 1945, pour se voir proposer la fonction de secrétaire politique de Charles Tillon* ministre de l'Air : « Élu au Comité central par le congrès de la fin juin, il [Auguste Havez] était secrétaire administratif du Parti, c'est-à-dire chancelier de sa direction. » Il exerça vraisemblablement la fonction de secrétaire administratif sans être membre du Comité central. D'ailleurs le XIe congrès (juin 1947) ne l'élut au CC que comme suppléant. Auguste Lecœur lui succéda comme secrétaire en 1947 et Havez « qui avait gardé son bureau » se consacra aux problèmes municipaux. Il était un des responsables du Centre de diffusion du livre et de la presse CDLP, société communiste d'édition et de librairie, avec Henri Bégot, Emile Dutilleul et André Arnault. Selon Pierre Daix, avant le XIIe congrès (avril 1950), « la direction avait préparé une charrette de vingt-cinq vieux militants, généralement des résistants comme Chaintron ou des déportés comme Havez. Une scène dramatique avait éclaté entre Havez et Thorez. Havez avait parlé de 1940... » (op. cit., p. 241). À l'issue du congrès il ne fit plus partie du Comité central.

Dans les années qui suivirent, Auguste Havez, qui selon plusieurs témoignages était profondément découragé, acheta une épicerie à Vitry où il vivait maritalement avec Madame Topsent. Il apparaît encore en 1952 comme directeur adjoint et actionnaire du Centre de diffusion du Livre et de la Presse. Un rapport de police, affirme qu'il fut exclu du Parti communiste en 1957 et qu'il adhéra peu après au Mouvement communiste démocratique et national d'Auguste Lecœur. Il aurait collaboré à La Nation socialiste, journal de cette organisation, sous le pseudonyme de Louis Desmines à partir de décembre 1957. Auguste Lecœur nous a confirmé qu'après s'être vu refuser l'accès aux réunions de sa cellule, Auguste Havez vint le voir à son domicile fin 1956 ou début 1957, consulta la collection de la Nation socialiste puis donna son adhésion au Mouvement et prit en effet le pseudonyme de Louis Desmines (entretien, novembre 1982). Sa santé était alors très mauvaise : « Il expirait comme un soufflet de forge ». Dans La Nation Socialiste, n^{Â°} 9, juin 1958, il publia sous son vrai nom sa correspondance avec la direction du Parti communiste : dans une lettre il marquait son étonnement d'apprendre par l'Humanité « qu'il est exclu depuis quatre ans ». Dans le n^{Â°} 10 de juillet 1958, Auguste Havez revendiquait la « qualité » et « l'honneur » d'être demeuré un « stalinien ». Une fois encore le témoignage de Pierre Daix ne coïncide pas exactement avec les autres données : « Quand il avait été remis à la base après le congrès de Gennevilliers, comme il habitait Vitry, il s'était trouvé dans la même cellule que mon père, laquelle se réunissait dans la maison de mes parents ». Or, lorsqu'en 1959, Pierre Daix demanda à son père de le remettre en contact avec Auguste Havez, celui-ci lui répondit « Tu ne sais pas que nous l'avons enterré en février », sans faire allusion à une rupture ou une exclusion d'Auguste Havez. Il était en effet mort le 11 février 1959 à la gare de Perpignan alors qu'il allait faire l'acquisition d'une maison à Amélie-les-Bains (Pyrénées-Orientales). Son enterrement eut lieu à Perpignan dans la solitude la plus complète, puis sa femme, épousée en 1921 (ils n'avaient pas divorcé), Eva, fit transférer son corps au cimetière d'Ivry-sur-Seine.

Pendant sa vie militante, Auguste Havez s'était fait reconnaître comme un organisateur de grande compétence. Ainsi, Albert Vassart*, souvent dur dans ses jugements, le disait dans une note de 1947 : « très intelligent [...] cantonné dans le travail administratif où il était d'ailleurs capable. Mais il a montré qu'il pouvait aussi faire autre chose » (Arch. Jean Maitron). Dans son ouvrage autobiographique J'ai cru au matin, Pierre Daix multiplie les marques d'amitié et d'admiration pour son compagnon de prison de 1943 : « À quarante-six ans, dans la force de l'âge, carré dans son habit de bure, avec cette couperose des blonds quand ils blanchissent et ses petits cheveux tondus, je lui trouvais un air du vieil Hugo. Du Parti depuis la fondation, ami de Thorez dès leur jeunesse, il y avait tout fait, y compris les tâches illégales et les écoles de Moscou [...] Havez grandissait pour moi les militants, tout ce qui, dans le Parti, était l'émanation du peuple, ce que j'étais venu y chercher [...] Havez était, ce que nous appellerions un stalinien. Sa fidélité envers Staline ou Thorez demeurait intacte et tout ce qui allait de travers, il le mettait au compte d'intermédiaires bornés, de saboteurs qui ne comprenaient pas ou ne savaient pas transmettre la ligne juste ». (op. cit., p. 78-79).

ŒUVRE : Collaboration aux Cahiers du Bolchevisme, 1er novembre 1933 (« Le problème du renforcement idéologique du Parti ») ; 1er juillet 1937, (« Le bilan du groupe parlementaire communiste en faveur des classes moyennes »).

SOURCES : RGASPI, 495 270/249. â€ Arch. Paris, DM3 ; versement 10451/76/1 et listes électorales. â€ Arch. Dép. Pas-de-Calais, M 2387. â€ Arch. Institut d'histoire sociale, rapport de synthèse de 1942. â€ Arch. Jean Maitron, notes Vassart (1947) et fiche Auguste Havez. â€ Arch. A. Marty (Jean Maitron), E VII, rapport Havez, 15 septembre 1948. â€ I.M.Th. â€ Arch. Com. Ivry. â€ L'Aurore, organe communiste du Finistère, 19 janvier 1946. â€ France nouvelle, 5 juillet 1947. â€ La Nation socialiste, n^{Â°} 4, janvier 1958. â€ Charles Tillon*, On chantait rouge, op. cit., pp. 482-483. â€ Pierre Daix, J'ai cru au matin, Paris, Robert Laffont, 1976. â€ Roger Pannequin, Adieu camarades, op. cit. â€ Dominique Desanti, Les Staliniens, Paris, Fayard, 1975. â€ Suzanne et Auguste Gillot*, Un couple dans la Résistance, op. cit. â€ Eugène Kerbaul, Dictionnaire biographique des militants ouvriers du Finistère, op. cit. â€ Albert Vassart*, Mémoires, op. cit. â€ Branko Lazitch, Biographical dictionary of the Comintern, Stanford, 1973. â€ Renseignements recueillis auprès de Eva Havez par G. Bourgeois, par Michèle Rault et Nathalie Viet-Depaule. â€ Entretien avec Auguste Lecœur et avec Pierre Daix. â€ Notes de R. Prager. â€ Lettre d'Auguste Lecœur, 27 novembre 1982, sur la collaboration d'Auguste Havez à La Nation Socialiste : « Auguste Havez signait de son nom lorsqu'il s'agissait de critiques « constructives » qui ne le démarquaient point de « la ligne du parti ». Son souci était de demeurer crédible en tant que communiste sincère. Il signait Desmines lorsque ses critiques étaient violentes ». État civil de la mairie de Calonne-Ricouart, Carvin et Perpignan. â€ Komintern : l'histoire et les hommes, DBIC, Editions de l'Atelier, 2001.

Le Maitron

Le tome 7 (Ji-Lel) vient de paraître. La souscription à ce volume (55 euros + 5 euros d'envoi) ouvre l'accès au site maitron-en-ligne.

Comment soutenir le Maitron ?

1/ En adhérant à l'Association des amis du Maitron (cotisation 15 euros) (l'Association des amis du Maitron, centre Malher, Université de Paris I, 9 rue Malher 75004). Cf <http://biosoc.univ-paris1.fr/spip.php?article89>

2/ En faisant connaître le Maitron auprès de votre bibliothèque municipale, universitaire, de Comité d'entreprise....

3/ En fournissant des informations qui permettent la réalisation de nouvelles notices ou l'enrichissement de notices existantes

4/ Le Maitron (Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social) est publié par les Editions de l'Atelier, 51-55, rue Hoche 94200 Ivry-sur-Seine Tél. 01 45 15 20 20) sous forme de dictionnaires « papier » accompagnés de cédéroms (contact chez editionsatelier.com)

<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/>

[Lire la suite](#)

[1] Louis Frébault. Né le 12 février 1909 à Deuil-la-Barre (Seine-et-Oise, Val-d'Oise), mort en déportation le 5 mai 1945 à Gusen (Autriche) ; ouvrier carrossier ; militant communiste ; conseiller municipal d'Arcueil (Seine, Val-de-Marne).

[2] Marcel Paul, né le 12 juillet 1900 à Paris et mort le 11 novembre 1982 à l'Île-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), est un homme politique français. Syndicaliste et militant communiste, il est ministre de la Production industrielle de novembre 1945 à novembre 1946, fonction pendant laquelle il obtient notamment la nationalisation de l'électricité et du gaz. Il est également député de la Haute-Vienne de 1945 à 1948.

[3] Henry Duvernois (militant et résistant communiste dcd le 12 avril 1945 en déportation à Mauthausen (Allemagne) après avoir fait partie du transport parti de Compiègne le 22 mars 1944 (I 191). Matricule au camp 59888.

[4] Émile VALLEY (1910-1999) Mauthausen – Linz III (matricule 60 652) CC de Mauthausen (matricule nÂ° 60.652) ; CC de Linz III ; CC de Mauthausen. Après la Libération ; secrétaire général de l'Amicale de Mauthausen ; Décédé le 8 août 1999

[5] Jean Lolive, né le 6 juin 1910 à Brignais (Rhône) et mort le 6 septembre 1968 à Pantin, est un homme politique français, membre du Parti communiste français. Il est conseiller général de la Seine, sénateur, puis député de la Seine et ensuite de la Seine-Saint-Denis, et maire de Pantin.

[6] PASQUIER Émile, André. Né le 20 novembre 1897 à Sainte-Anne (Loir-et-Cher), mort le 1er octobre 1979 à Versailles (Yvelines) ; cheminot puis employé à la CPDE ; secrétaire du syndicat des employés et contremaîtres des secteurs électriques de la région parisienne (1927-1936), dirigeant de la Fédération CGT de l'Éclairage (1936-1972) ; administrateur d'EDF ; militant communiste, conseiller municipal (1935-1940) puis maire adjoint d'Ivry-sur-Seine (1953-1965)

[7] GARNIER Gaston, Marcel Né le 18 novembre 1905 à Champien (Somme), mort le 19 avril 1994 à Compiègne (Oise) ; manœuvre, employé de mairie à Ivry-sur-Seine (Seine, Val-de-Marne) ; militant communiste ; déporté.

[8] Frédéric Ricol. Né le 12 septembre 1914 à Ternand (Rhône), mort le 5 mai 1990 à Paris (XIVe arr.) ; mécanicien électricien puis ingénieur ; responsable des Jeunesses communistes à Vénissieux (Rhône) et à Ivry-sur-Seine (Seine, Val-de-Marne) ; élève de l'École léniniste internationale ; résistant déporté.